



## La confiance dans les syndicats continue de s'éroder

Leila de Comarmond, Les Echos, le 18.01.2016

**D'après un sondage exclusif, les salariés jugent que les syndicats comprennent mal leurs vrais besoins.**

**Ils les estiment aussi peu en phase avec les réalités économiques.**

L'érosion de la confiance des Français - salariés ou non - vis-à-vis des syndicats, commencée avec la crise de 2008, s'est poursuivie en 2015.

C'est ce que montre un sondage TNS-Sofres réalisé en novembre pour l'association Dialogues et publié en exclusivité par « Les Echos ».

Seuls 50 % des salariés font confiance aux syndicats pour « défendre leurs intérêts », contre 55 % en 2013 et 58 % en 2008.

Pour l'ensemble des Français, le ratio tombe à 43 %, contre 45 % en 2013 et 50 % en 2008.

En outre, 54 % des salariés estiment qu'ils comprennent mal leurs besoins, contre 41 % en 2008.

**« Le discrédit est profond », souligne Jean-Dominique Simonpoli, directeur général de l'association Dialogues, composée de DRH et de syndicalistes.**

Il ne peut bien sûr pas être analysé hors du discrédit global qui frappe toutes les institutions, mis en lumière par une autre enquête, du Cevipof, publiée dimanche dans le « JDD ».

Les Français n'y sont que 27 % à faire confiance aux syndicats.

**Seuls les médias (24 %) et les partis politiques (12 %) font pire.** Il faut toutefois souligner que, dans l'enquête de Dialogues, sur les contributions à la « création d'emplois », les Français placent les syndicats après les entreprises,

mais devant l'Etat, le patronat, l'Europe et les « décideurs politiques ».

### Approche trop idéologique

Ce discrédit est inquiétant car la présence des organisations de salariés dans les entreprises devrait au moins partiellement les préserver.

Ils gagnent d'ailleurs à être connus, montre le sondage TNS-Sofres.

**35 % des Français n'ayant pas de proche syndiqué et 44 % des salariés d'entreprises ou administrations où ils ne sont pas implantés leur font confiance.**

**Mais quand un syndicat est présent au travail ou dans l'entourage, cela monte à 57 %.**

Politisation et approche trop idéologique, mauvaise compréhension des « vrais besoins des salariés » et des « réalités économiques » sont autant de reproches faits aux syndicats.

Mais « il y a des points positifs », souligne Jean-Dominique Simonpoli : « Dans ces moments de difficulté économique, les salariés se déclarent prêts à faire des efforts et demandent aux syndicats de les accompagner. »

Et l'appétit pour le dialogue social aiguisé par la crise est toujours là : les Français croient plus en la négociation qu'en l'Etat.

Mais les entreprises ne sont pas exonérées de toute responsabilité dans la crise de confiance. 54 % des sondés critiquent un manque de « confiance entre les syndicats et la direction » et pour y remédier, 38 % réclament à cette dernière « plus de transparence et de partage d'information » quand 26 % demandent aux syndicats de ne pas bloquer « sur des positions de principe ».

**« Pour défendre leurs intérêts », 50 % des salariés jugent que le plus efficace est de « discuter individuellement avec [leur] hiérarchie », en chute de 7 points par rapport à 2013, tandis que la foi en l'action collective, via les syndicats et, plus encore, la « coordination avec d'autres salariés », gagne 6 points, à 46 %.** □